



Carqueiranne 2022

10^e congrès du SNASUB-FSU

Débattre – Décider – Revendiquer

Bulletin de débat n° 6 - juillet 2022

Tribune de la liste « Un SNASUB-FSU rassemblé pour résister et gagner ! »

Après une petite semaine d'intenses discussions au congrès national, le rassemblement dont est porteuse la liste « *Un SNASUB-FSU rassemblé pour résister et gagner !* » est un fait accompli !

La camaraderie, l'esprit constructif, la volonté d'unir nos forces pour faire vivre et se développer le syndicalisme du SNASUB-FSU resteront les marqueurs de ce congrès. Nous avons cherché à innover par l'introduction d'un temps sur le développement de la vie syndicale, par la prise en compte de thèmes sociétaux car nous adaptons notre syndicalisme aux besoins du moment sans nous figer dans des certitudes d'un autre temps. Les adhérents du SNASUB-FSU se sont d'ailleurs prononcés à 90% non seulement pour que l'unité interne prime sur des désaccords secondaires mais aussi pour que nous soyons toujours plus à l'offensive pour la défense des personnels.

Cela tombe bien, nos mandats ont été actualisés, élargis, nos décisions commencent déjà à prendre corps dans la vie syndicale. Notre liste dispose d'un siège supplémentaire au sein du bureau national (BN) pour mettre en œuvre nos mandats.

*Dans ce bulletin, vous
trouverez les tribunes
conclusives au congrès
national par les deux
listes qui se sont portées
au suffrage interne de
notre syndicat.*



Notre rassemblement large ne souffre pas d'ambiguïté et chacun est respecté car pour faire grandir notre syndicat, nous avons besoin de tout le monde. Notre liste appelle l'ensemble des camarades élus au BN et à la commission administrative nationale à y participer à la hauteur de leur possibilité.

Nous réaffirmons que notre avenir ne tient pas seulement à la volonté de quelques-uns mais à l'agrégation de toutes et tous dans un même élan et que ce sont bien tous les membres du BN et de la CAN qui ont pour mission première de développer la vie du SNASUB-FSU. Nous regrettons l'absence, lors du dernier mandat 2018-2022, des camarades minoritaires à la vie du BN. Nous espérons leur participation pleine et entière dans la période qui s'ouvre.

Au-delà de cela, il nous faut très vite impliquer l'ensemble des équipes syndicales dans la préparation des élections professionnelles : recherche de candidats, élaboration d'une campagne locale et nationale, production de matériel... Nous rappelons que l'entraide se fait tous azimuts, de haut en bas, de bas en haut, d'une académie vers une autre, des équipes entre elles. Réunissons nos instances locales, sollicitons des soutiens si nous en ressentons le besoin. Bien sûr, les élu.es du BN et la CAN se tiennent à la disposition de toutes les équipes pour les aider à avancer, à débloquer des situations particulières, à animer des réunions...

Nous sommes solides sur nos mandats de congrès qui sont notre boussole pour avancer et **combattre les réformes ou contre réformes de casse sociale annoncées par le gouvernement Macron/Borne**. Il reste désormais à les mettre en œuvre, à imposer le rapport de force pour gagner et convaincre encore et encore que l'action syndicale est bien un outil du XXI^e siècle au service de tous les salariés.

Cela ne se fera pas par des mots mais par l'action concrète au plus près des préoccupations des uns et des autres, en débattant et en accumulant toute une série de victoires, petites, moyennes et grandes. Tous sur le pont, et avant pour un syndicalisme rassembleur et de conquête !

TRIBUNE FRONT UNIQUE

Renforcer nos mandats pour préparer l'affrontement avec Macron !

Merci aux camarades qui en votant Front Unique nous ont permis de défendre notre orientation devant ce congrès. Face à la volonté de Macron d'aller encore plus loin dans la casse de nos droits, nous avons centré nos interventions sur la nécessité pour notre syndicat et les personnels de se disposer à arrêter Macron, à en finir avec le dialogue social qui ne sert que ses intérêts.

Aujourd'hui, malgré l'échec subi lors des élections législatives, soyons sûr que Macron mettra tout en œuvre pour réaliser son programme au nom de la défense des intérêts de la bourgeoisie, un programme qui entend faire payer la crise aux travailleurs.

C'est ainsi qu'il faut comprendre la tentative d'installer un « Conseil National de la Refondation (CNR) ». Car comme le rapporte un proche du président, il faut éviter « l'énorme danger à laisser le peuple et le président face à face. » Le CNR répond à un 2^e objectif : « permettre l'émergence des nouveaux corps intermédiaires du 21^e siècle pour co-établir certaines grandes réformes. »

Cette initiative de Macron confirme la position que nous défendons depuis longtemps : **parce qu'il entend porter des coups encore supérieurs, Macron a plus que jamais besoin de s'appuyer sur le dialogue social.**

Contre cette arme, visant à associer les syndicats à la discussion voire la mise en œuvre de cette politique de casse, il est indispensable d'affirmer l'indépendance de nos organisations, et donc de refuser de participer à ce CNR.

Lors de ce congrès, les délégués Front Unique ont proposé de nombreux amendements, tous quasiment adoptés.

Parmi ceux-ci, citons une critique des référentiels des métiers, outils visant à substituer la notion de compétence à celle de statut ; des gardes fous pour ne siéger comme experts pour les promotions que si plusieurs garanties de notre indépendance sont données ; l'affirmation que les extensions d'horaires en Bibliothèque avaient en premier lieu des effets néfastes sur les conditions de vie et de travail des agents (alors que les responsables de la liste majoritaire voulaient eux insister sur le bénéfice de ces extensions pour les usagers) ; sur la nécessité de se prononcer pour l'abrogation de la loi 3 DS, ce que ne proposait pas la version proposée aux congressistes (cette loi porte des coups bien au-delà de celui porté contre nos collègues gestionnaires en EPLE) ; sur la nécessité de se prononcer pour l'abrogation de la loi de programmation de la Recherche (LPR), ce que refusait initialement les responsables de la liste "Rassembler", présentant au contraire la LPR d'une façon très positive.

Nous avons insisté sur deux points qui sont porteurs des plus graves remises en cause dans les mois et années qui viennent : nos statuts et la Sécu.

De Montchalin hier, Stanislas Guérini aujourd'hui, disent vouloir mettre en place dès 2023 une « réforme complète des grilles et de l'organisation de la Fonction publique », ce que revue *Acteurs publics* a qualifié de « big bang des carrières et rémunérations ». La motion revendicative ne disait quasi mot de ces projets alors que venait de sortir le rapport Peny-Simonpoli prônant la généralisation des primes au mérite et la mise en place du salaire trinôme, et que Macron, dans l'entre deux tours, avait affirmé sa volonté de remettre en cause l'existence des catégories A, B, C !

La motion que nous avons proposé à ce sujet renforce significativement nos mandats en explicitant l'enjeu et la gravité des projets de Macron pour remettre en cause tout le principe de nos rémunérations, ce que les dernières déclarations de Guérini confirment (refondation du système de rémunération, primes au mérite, individuelle et collective). La motion a été adoptée à l'exception de deux phrases sur lesquelles la liste majoritaire avait demandé un vote disjoint. Ces phrases considéraient qu'il n'y avait rien à concerter et que la responsabilité de la FSU était de rejeter les discussions à ce propos. Car c'est bien là la question centrale, celle qui a occupé presque intégralement la discussion lors du vote sur les deux motions action en présence.

Va-t-on continuer à laisser le gouvernement dérouler sa politique de casse en s'appuyant toujours plus sur le dialogue social, à l'image de la défaite majeure qu'a été l'adoption de la loi de modernisation de la FP, qui a vu les personnels rester l'arme au pied après que les directions syndicales aient concerté pendant près d'une année ?

- L'autre point central a été notre combat contre l'accord Protection sociale complémentaire (PSC) signé unanimement par les syndicats en début d'année. Un accord qui donne un blanc-seing à Macron pour demain liquider des pans entiers de la Sécurité sociale au bénéfice des Mutuelles. Même si nous avons été minoritaires sur la formulation proposée, nous disons que le syndicat doit dès maintenant se disposer pour combattre ces projets dévastateurs.

Nous vous invitons à lire un compte rendu plus complet, notamment notre motion action sur notre site www.frontunique.com)

Vos élus en CAN : Eric Panthou (Clermont), Patrice Aurand (Versailles), Marie-Françoise Deltrieu (Aix-Marseille)

***Retrouvez tous nos textes adoptés
au congrès national 2022
dans Convergences 277-278.***

<https://snasub.fsu.fr/pour-un-syndicalisme-determine-unitaire-et-proche-des-personnels/>